

SAÏD SADI À WASHINGTON :

« Cette idée de présidence à vie ne doit pas passer »

Après New York, c'est à Washington que le président Saïd Sadi est allé, depuis jeudi dernier, plaider la cause des démocrates algériens. L'Institut Hudson et la Fondation pour la défense des démocrates (FFD) ont été ainsi les premières étapes de la halte de Washington de la délégation du RCD.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Accompagné donc de deux membres de l'exécutif du parti, en l'occurrence Rafik Hassani et Rabah Boucetta, Saïd Sadi défendra devant les membres de l'Institut Hudson (un centre d'étude et de prospective sur l'avenir du monde musulman) et le FFD deux points essentiels : revoir la perception

qu'a l'Occident des démocrates en Algérie et sa responsabilité quant aux échéances électorales à venir.

Estimant que la société algérienne est « l'exemple même d'une société réfractaire à l'islamisme, Saïd Sadi fera remarquer que « si notre pays était perméable à cette idéologie, il aurait définitivement basculé pendant

la déferlante des années 1990 ».

La fraude électorale, le patron du RCD en fait un objet de fixation, en solo d'ailleurs depuis avril 2004.

« Si l'Algérie se stabilise, l'Afrique du Nord pourra être la première matrice démocratique au sein de la rive sud de la Méditerranée. Pour une fois, la volonté citoyenne serait potentiellement le socle d'une nouvelle configuration du pouvoir politique. Si à l'inverse, la communauté internationale, pour une raison ou une autre, laisse l'élection présidentielle de 2009 sombrer dans les rituelles fraudes

électorales, l'Algérie risque de connaître un délabrement aux conséquences régionales désastreuses. »

Aussi, « pour donner une ultime chance au pays de disposer d'institutions fiables et d'un pouvoir légitime, il est impératif que la communauté internationale assume ses responsabilités en veillant au choix du peuple ».

Pour lever toute équivoque comme cette dangereuse idée consistant à présenter l'arrêt du processus électoral de décembre 1991 comme une violation « du choix du peuple », Saïd Sadi fera bien la part des choses

: « Je sais qu'une idée très répandue veut que ce soit l'armée algérienne qui a neutralisé l'intégrisme. Cela mérite une grande relativisation. »

D'une part, une partie de l'armée était prête à composer avec le FIS en 1991. D'autre part, l'institution militaire aurait implosé si la résistance citoyenne — injustement oubliée dans le monde — n'avait constitué une base réfractaire et active à ce péril. Il reste que ce potentiel émancipateur affronte une répression politique qui n'épargne ni les opposants politiques, ni les journalistes, ni les syndicats,

ni les intellectuels. Cette idée de présidence à vie ne peut pas et ne doit pas passer, et est une insulte à toutes les luttes menées par le peuple algérien depuis l'indépendance ! » Dans un pays complètement paralysé par cette campagne « unanisée » et « spontanée » pour un troisième mandat, de telles positions méritent d'être soulignées.

D'ailleurs, les interlocuteurs de Saïd Sadi à Washington ont tenu à saluer le courage et la détermination de leur invité qui sera, aujourd'hui, l'hôte du département d'Etat.

K. A.

CHERIF RAHMANI À PARIS :

« Le risque terroriste zéro n'existe ni en Algérie, ni ailleurs »

Le plan stratégique pour le secteur du tourisme en Algérie a fait l'objet hier d'une conférence de presse animée à Paris (à l'occasion du salon le Monde à Paris, MAP) par Cherif Rahmani, le ministre algérien de l'Aménagement du territoire, de l'Environnement et du Tourisme.

De notre bureau de Paris, Khadidja Baba-Ahmed

Il faisait hier la promotion de la destination Algérie et avait en toute apparence quelques messages essentiels à faire passer : l'Algérie mise aujourd'hui sur le tourisme qui doit se frayer une part dans le marché international et détacher le pays de la dépendance des hydrocarbures ; la nouvelle stratégie est le fruit d'une politique globale et d'un travail de tous les secteurs économiques environnants qui concourront à la réussite du tourisme ; pour parvenir à concrétiser le plan arrêté, il faut commencer par améliorer l'image de la destination Algérie, notoriété et image qui passent par un travail de

communication et de marketing propres au secteur.

Peu de chiffres, peu de détails sur le schéma directeur d'aménagement touristique 2025 (largement présenté en février dernier à Alger) qui trace un tournant dans le domaine, néanmoins beaucoup de développement dans l'intervention du ministre sur l'approche stratégique retenue : audit des forces et faiblesses du secteur ; des attentes du tourisme national et international ; des marchés porteurs à fidéliser ou à aborder à court terme et ceux à plus long terme et des populations visées.

Suite à ces audits, le benchmarking (ou analyse comparative avec les meilleures performances

ailleurs dans le domaine) a permis de passer au positionnement algérien du secteur sur le marché et de dégager alors les principales dynamiques à actionner.

Celles-ci porteront essentiellement sur l'image à améliorer parce que trop altérée par les violences terroristes ; un plan qualité qui recevra l'apport et l'assistance de la partie française ; la fixation de pôles touristiques sélectifs, l'ambition n'étant pas de faire du tourisme partout ; l'articulation de la chaîne touristique qui fait appel à un ensemble d'acteurs influents sur la qualité du secteur (représentations diplomatiques ; transporteurs ; aéroports...) et enfin les facilitations pour l'encouragement aux investissements, par l'exonération ou le soutien. Comme il fallait s'y attendre, le ministre n'a pas échappé aux questions sur le terrorisme dans le pays qui peut

constituer une entrave à tout développement de son secteur. « Pas de langage démagogique mais un langage de vérité », a répondu Cherif Rahmani, qui explique : « Cette question est essentielle à aborder frontalement et je ne répondrai pas en disant que tout va bien. Le risque zéro n'existe pas, comme il n'existe nulle part ailleurs. » Pour convaincre, le ministre rappelle qu'après le 11 septembre, ce risque est partout. Nous avons, explique-t-il, effectivement « été happés par la violence terroriste et avons vécu l'isolement touristique et une image très affaiblie... Nous sommes sortis de cette période difficile ». Néanmoins, le ministre ajoutera : « Aujourd'hui, il faut vivre avec la menace terroriste. Elle est là et partout dans le monde. Nous avons intégré le terrorisme dans nos données. » Pour le ministre, la riposte viendra par la communication qu'il

faudra développer et « circonscrire dans leurs lieux les actes terroristes de plus en plus isolés dans le pays ».

En tout état de cause, dit-il, « ces actes n'affecteront en rien notre volonté d'aller de l'avant et de faire que notre plan se concrétise ».

Le ministre évoquera, par ailleurs, le projet de création d'une Maison Algérie à Paris. La France étant le marché le plus porteur à court terme, cette maison va domicilier les actions de communication et de marketing touristique et « constituera pour nous un véritable baromètre pour nous permettre de corriger et améliorer notre image ».

Au cours de son séjour à Paris, M. Cherif Rahmani a eu des entretiens avec Luc Chatel, secrétaire d'Etat à la consommation et au tourisme.

Ces entretiens ont porté sur les questions liées à la formation, à la qualité et au

marketing, domaines qui structureront les relations bilatérales dans le tourisme. Dans une rencontre au Medef avec une centaine d'hommes d'affaires et opérateurs du secteur, le ministre a présenté les opportunités d'affaires offertes (notamment les projets de villages touristiques d'excellence).

Le changement climatique et la sauvegarde de l'environnement ont constitué le thème de la rencontre du ministre algérien avec Jean-Louis Borloo, ministre d'Etat, de l'Ecologie, du Développement et de l'Aménagement durables.

L'Algérie assurant la présidence du groupe Afrique pour le changement climatique, M. Cherif Rahmani a confirmé à son interlocuteur français « l'engagement du continent africain à contribuer avec détermination à la préservation de l'environnement et des systèmes écologiques de notre planète ».

K. B.-A.

ELLE ESTIME QUE « LES CLIGNOTANTS SONT AU ROUGE »

Hanoune désapprouve les « mœurs » de l'ambassadeur américain

L'instruction envoyée par le ministre de l'Intérieur aux associations, leur interdisant tout contact avec l'ambassade des Etats-Unis en Algérie, semble être du goût de la secrétaire générale du Parti des travailleurs.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Louisa Hanoune considère en effet que l'ambassadeur américain a « instauré de nouvelles mœurs », ajoutant : « Il m'est difficile d'imaginer qu'un ambassadeur algérien puisse se permettre ce genre d'investigations aux Etats-Unis. » Le numéro un du PT dit ne pas être contre les contacts mais qui ne doivent en aucun cas porter atteinte à la « souveraineté, une question inconditionnelle pour le PT ». Sans transition, la SG du parti met en garde contre « le grabuge » qui pourrait accompagner les élections présidentielles. A ce sujet, elle a révélé qu'une délégation de son parti avait rencontré des signataires de la pétition qui s'opposent à la révision de la Constitution. « Nous avons redit à ces derniers ce

que nous pensons. On ne signe ni pour ni contre. Nous avons une position de principe qui dit que chacun a le droit de se présenter ». Louisa Hanoune a fait ces déclarations à l'occasion d'une conférence de presse animée suite à la tenue d'une réunion du secrétariat national qui a eu à étudier plusieurs questions d'actualité. Au sujet de la célébration de la Journée internationale de la femme, elle dira tout son regret de voir cette occasion se transformer en une journée festive alors qu'en matière d'acquis, le chemin est encore très long. Elle citera à juste titre les amendements « futiles » du code de la famille, en totale contradiction avec les articles de la Constitution. Répondant aux reproches faits par Bouteflika aux partis politiques au sujet de la partici-

pation féminine dans la vie politique, Louisa Hanoune dira : « Nous ne nous sentons pas du tout concernées par ces remarques. Bouteflika a été induit en erreur. La réalité est là, c'est grâce à nous que la représentativité féminine au sein de l'APN est de 7%, sans nous, elle en serait que de 2%. » Sur un tout autre chapitre, la SG du PT qui a évoqué les questions d'ordre économique a encore une fois critiqué l'adhésion de l'Algérie à l'OMC ainsi que les accords d'association avec l'UE qui, à ses dires, a profité à certains qui ont créé des situations de monopole. « Les grands projets, c'est bien, encore faut-il avoir un bon pouvoir d'achat pour en profiter », dira Hanoune qui n'hésitera pas à fustiger la ministre déléguée à la Réforme financière qui a parlé de la relance du processus de privatisation du CPA. « Ne sait-elle donc pas que nous sommes passés d'une crise à une récession ? »

N. I.

ABDELAZIZ BELKHADEM
(CHEF DU GOUVERNEMENT) :
« L'Algérie n'est pas concernée par l'enlèvement des deux touristes »

« L'Algérie n'est nullement concernée par l'enlèvement des deux touristes (autrichiens, ndlr). » C'est ce qu'a déclaré, hier samedi, à l'hôtel El-Aurassi à Alger, en marge du quatrième congrès de l'Organisation nationale des enfants de chouhada (Onec), le chef du gouvernement, Abdelaziz Belkhadem.

Pour le chef de l'exécutif, « ces touristes ont été enlevés dans un pays étranger et y seraient dans un autre pays étranger. En tout cas, pas en territoire algérien. L'Algérie n'est donc concernée en rien ».

C'est ainsi que Belkhadem explique la position officielle de l'Algérie sur cette affaire d'enlèvement des deux touristes autrichiens en Tunisie et qui a défrayé la chronique ces derniers jours. Notamment suite à la demande du gouvernement autrichien en direction de l'Algérie et de la Tunisie consistant « à n'entreprendre aucune action militaire » à l'encontre des ravisseurs d'Al-Qaïda. Ce à quoi Belkhadem réserve une fin de non-recevoir, apparemment lorsqu'il précise que « l'Algérie est en revanche concernée par la lutte antiterroriste sur son propre territoire ».

K. Amarni